



RÉPRESSION ET PROCÈS POLITIQUES : LA CÔTE D'IVOIRE TOURNE LE DOS À LA DÉMOCRATIE ET À LA NÉCESSAIRE RÉCONCILIATION

La Côte d'Ivoire connaît une crise profonde et violente depuis septembre 2002, date de la tentative de coup d'État contre le président Laurent Gbagbo qui s'est transformée en « rébellion » occupant la moitié nord du pays.

A l'image de la Sierra Leone et du Liberia, des manœuvres de déstabilisation y ont été menées en complicité avec le président burkinabé Blaise Compaoré, avec l'appui des puissances occidentales - France en tête - et de multinationales. Tous jouant aux « pompiers pyromanes », cherchant ainsi à aggraver la division et l'affaiblissement du pays pour leurs intérêts respectifs. Par le moyen de la force militaire française, un ancien haut fonctionnaire du FMI et membre de l'Internationale libérale, Alassane Ouattara a été imposé à la tête de l'État ivoirien après une élection dont rien ne confirme qu'il l'ait remportée. Cela au détriment d'un dialogue politique et d'un recomptage des voix qui restait souhaitable et possible.

Ainsi depuis 2002 jusqu'en 2011 de nombreuses violences ont été commises de part et d'autre lors d'une guerre civile larvée opposant un pouvoir élu et une rébellion. Le point culminant de ce processus est le tristement célèbre massacre de Duékoué en mars 2011 lorsque les troupes pro-Ouattara s'emparent du sud du pays.

LA CPI, POURTANT SAISIE EN 2003 PAR L'ÉTAT IVOIRIEN SUR LES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS, CHOISIRA DE NE CIBLER QU'UN DES CAMPS EN PRÉSENCE POUR LA SEULE PÉRIODE POST-ÉLECTORALE DE 2010/2011.

Suivant en cela les desiderata de membres du Conseil de Sécurité, dont la France. La CPI fait ainsi l'impasse sur le rôle du camp Ouattara, sans parler du rôle de la France et des multinationales complètement passé sous silence.

Pourtant le pouvoir d'Alassane Ouattara porté aux nues par une partie de la communauté internationale aggrave et multiplie les manquements aux droits humains en Côte d'Ivoire. Des centaines d'arrestations arbitraires et

politiques, l'impunité concernant les violences meurtrières depuis 2011, la promotion et l'enrichissement de ceux qui les ont commis, la persistance de milliers de réfugiés et de déplacés à l'intérieur et à l'extérieur du pays, le non-respect des engagements pris dans la mise en place d'un processus de « rassemblement et de réconciliation », la violation des droits civils et politiques, constituent le triste quotidien de la population. Cette dernière paie le prix fort d'un régime de plus en plus autocratique, corrompu et antisocial, secoué et déstabilisé par des conflits violents entre clans rivaux pour l'accaparement des richesses et du pouvoir que les multinationales et les puissances impérialistes veulent bien leur laisser.

A ce triste tableau il faut ajouter la nomination d'un nouveau président du Conseil Constitutionnel, militant acharné du principal parti au pouvoir, remplaçant celui qui avait été illégalement mis en place par Ouattara mais qui était sans doute considéré comme plus assez docile. Sans oublier, au grand dam de la société civile et de l'opposition politique, la remise en selle du président de la Commission électorale indépendante, acteur contesté de la crise post-électorale.

Par ailleurs, le pouvoir cherche non seulement à restreindre fortement la liberté de réunion et d'association mais aussi à s'immiscer dans les débats internes des organisations de la société civile, des syndicats et des partis politiques comme en témoigne la récente décision de justice, dénoncée par Amnesty International, qui interdit la candidature d'un des candidats à la présidence du Front Populaire Ivoirien, ce qui a pour résultat de favoriser une tendance au détriment de l'autre et d'alimenter un climat délétère au sein de l'opposition.

C'est dans ce contexte que s'inscrit le récent procès de 83 militants pro Gbagbo. Selon tous les observateurs indépendants, il y a eu de graves manquements : absence de preuves matérielles pour étayer les accusations, témoins à charges incapables de reconnaître les

prévenus et se contredisant dans des récits fantaisistes...

Loin de viser à satisfaire un désir de justice et de vérité, fort légitime, les peines prononcées, extrêmement lourdes et allant bien au-delà des réquisitions du parquet, relèvent d'un jugement politique. Comment pouvait-il en être autrement d'ailleurs, quand la porte-parole du gouvernement ivoirien admettait elle-même le 22 octobre dernier que des « procédures politiques » étaient en cours. A la justice des vainqueurs s'ajoute un procès inique, signe néfaste pour les libertés publiques et les centaines de militants politiques et associatifs qui croupissent dans les geôles du pouvoir. Il s'agit en réalité d'une escalade dangereuse, avec des pratiques qui ne s'observent que dans les régimes dictatoriaux.

LE POUVOIR FRANÇAIS NE PEUT CONTINUER DE SE FAIRE COMPLICE D'UNE TELLE FORFAITURE. IL FAUT BRISER LE SILENCE AUTOUR DE CE QUI SE PASSE EN CÔTE D'IVOIRE.

A défaut, on continuera de voir sévir des personnages comme Gérard Longuet. Ce dernier, représentatif des versants les plus extrêmes, réactionnaires et colonialistes de la droite française, ancien ministre de la défense de Nicolas Sarkozy lors de la crise post-électorale en Côte d'Ivoire, actuel sénateur UMP et président du conseil d'administration de Sea-Invest Africa, est arrivé à Abidjan à la fin du mois de février en vue de réclamer, sous prétexte de faire des « affaires », sa « part de gâteau » pour services rendus au régime Ouattara. A défaut de briser ce silence complice, les hostilités, les désirs de revanche et les guerres civiles de demain ne manqueront pas d'apparaître. Il est encore temps d'arrêter cet engrenage.